

Fin du travail pour qui ?

Les défenseurs du revenu garanti ne désespèrent pas non plus devant le constat que nous avons pour une part simplement déplacé le travail vers des pays avec lesquels nous entretenons des relations inéquitables : le revenu garanti pourrait être universel, problème résolu à peu de frais. L'idée est généreuse, mais semble légèrement inadaptée à un monde où les revenus moyens font le grand écart selon les pays : harmoniserait-on le revenu universel par le haut ou par le bas ? Si en Malaisie le salaire minimum est à 250 €, pourquoi recevrait-on quatre fois plus en France ? Et au nom de quoi des pays qui connaissent le plein emploi devraient-ils adopter un revenu garanti pas forcément adapté à leur économie mais promu par d'anciennes puissances coloniales ? Sur la scène internationale on n'ose même plus parler de « développement » comme l'extension du mode de vie des pays riches à sept milliards d'êtres humains. On

ne se contente plus désormais que de parler d'« éradiquer la pauvreté »¹⁸. Dans ce contexte-là, un revenu garanti universel constitue-t-il un nouveau départ pour la solidarité internationale ou une manière de botter en touche ?

S'il y a dans le projet antiproductiviste l'idée de diminuer non pas le temps de production mais bien la quantité de richesses produites, alors, pour repenser collectivement ce que nous produisons et dans quelles conditions, il faudrait avant toute chose se remettre à les produire. Assis sur les gains de productivité et les délocalisations, le revenu garanti contribue plus à l'idée de « civilisation des loisirs », elle aussi issue des rêveries technophiles des « Trente Glorieuses », qu'à une société où les travailleuses et les travailleurs décident de ce qui doit être produit et à quel coût humain et écologique.

C'est mon choix

Bien loin d'une démocratie de producteurs et productrices, le revenu garanti propose de faire de nous des consommateurs – pardon, des consom'acteurs et consom'atrices engagé·es dans la vie de la cité... s'ils et elles le veulent bien, puisque engagements et désengagements correspondraient à leurs choix individuels. On suggère, pour jouir au mieux du revenu garanti, le séjour à l'année dans des régions du monde « faciles à voyager », où il fait constamment chaud et dont la population se montrera particulièrement serviable puisqu'elle ne dispose pas d'un revenu décent, contrairement à nous. Pas de condition, pas de jugement sur ce que chacun·e fera avec la somme allouée. Le néocolonialisme à la petite semaine de ce choix de vie n'aura échappé à personne, mais le dispositif qui garantit le revenu de manière inconditionnelle ne permet pas de poser des standards collectifs. Comme dans ces affiches

militantes où les bulles mettent en scène chacun·e s'interrogeant sur ce qu'il ou elle fera avec 1 000 € mensuels, le revenu garanti renvoie chacun·e à ses désirs et ses calculs, à sa volonté propre de travailler pour gagner plus ou de se forger un destin singulier. Le revenu garanti permet même de vivre sobrement sans travailler, un choix de vie appréciable et écologique qui, de même que le robinet fermé pendant le lavage de dents, ne devrait pas constituer à lui seul une transition écologique de la société.

Si l'intérêt général est souvent mis en avant, en définitive chacun·e reste libre d'employer ses journées à son bon plaisir. Le revenu garanti est-il un moyen d'alimenter ce que nos sociétés ont de mieux, le secteur associatif, les activités de *care*¹⁹? Aujourd'hui les activités associatives figurent parmi les moins appréciées qu'on puisse mener sur son temps libre²⁰ et les activités de *care* sont mal partagées, assurées par les salariées, femmes vieillissantes ou migrantes, les plus mal

traitées et considérées dans la hiérarchie de l'emploi, ou bien gratuitement dans le cadre qu'offre la domination masculine au sein des ménages. On peut toujours rêver que les hiérarchies formelles entre les tâches et les classes disparaissent par magie et que le revenu garanti assure en sus le retour de l'être aimé et le succès aux examens. Mais sans condition et sans jugement sur l'emploi de nos journées, il nous renvoie chacun·e à notre bonne volonté – ou à nos égoïsmes. Il autorise en outre à jouir sans scrupule des services offerts par des personnes dont la subsistance matérielle est garantie²¹.